N° 278

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983

Annexe au procès-verbal de la séance du 28 avril 1983.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission des Lois Constitutionnelles, de Législation, du Suffrage Universel, du Règlement et d'Administration Générale (1), sur le projet de loi ADOPTÉ AVEC MODIFICATIONS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN DEUXIÈME LECTURE, portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du code pénal et du code de procédure pénale.

Par M. Marcel RUDLOFF,

Sénateur.

(1) *Cette commission est composée de* : MM. Jacques Larché, *président* ; Félix Ciccolini, Pierre Carous, Louis Virapoullé, Paul Girod, *vice-présidents* ; Charles Lederman, Roland du Luart, Pierre Salvi, Lionel Cherrier, *secrétaires* ; Alphonse Arzel, Germain Authié, Marc Bécam, Mme Geneviève Le Bellegou-Béguin, MM. Roger Boileau, Philippe de Bourgoing, Raymond Bouvier, Michel Charasse, François Collet, Charles de Cuttoli, Etienne Dailly, Michel Darras, Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Eberhard, Edgar Faure, Jean Geoffroy, François Giacobbi, Michel Giraud, Jean-Marie Girault, Daniel Hoeffel, Jean Ooghe, Guy Petit, Hubert Peyou, Paul Pillet, Roger Romani, Marcel Rudloff, Pierre Schiélé, Franck Sérusclat, Edgar Tailhades, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon.

Voir les numéros :

Assemblée nationale (7^e législ.) : 1^{re} lecture : 922, 1032 et in-8° 217.

2^e lecture : 1418, 1425 et in-8° 331.

Sénat : 1^{re} lecture : 493 (1981-1982), 197 et in 8° 72 (1982-1983).

2^e lecture : 257 (1982-1983).

Procédure pénale. — *Avocats - Contrôles d'identité - Crimes, délits et contraventions - Détention - Justice - Libertés publiques - Mineurs - Mœurs - Peines - Police - Récidive - Sursis - Violences et voies de fait - Code pénal - Code de procédure pénale - Code de la santé publique.*

SOMMAIRE

	Pages
I. — EXPOSÉ GÉNÉRAL	3
II. — EXAMEN DES ARTICLES	7
Titre premier : Dispositions de droit pénal	7
Chapitre premier : Dispositions de droit pénal général	7
<i>Article premier</i> : Régime d'aggravation des peines	7
<i>Article 2 A</i> : La peine de travail d'intérêt général	8
<i>Article 2 B</i> : La peine de jour-amende	11
<i>Article 2</i> : Sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général	12
<i>Article 3</i> : Exécution des peines	12
Chapitre II : Dispositions relatives aux infractions	14
<i>Article 4 A</i> : Association de malfaiteurs	14
<i>Article 4 bis</i> : Séquestration de moins de vingt-quatre heures	14
<i>Article 6</i> : Vol aggravé qualifié crime	15
<i>Article 8 bis</i> : Entrave à la circulation ferroviaire	16
Titre II : Dispositions de procédure pénale	17
<i>Article 9 A</i> : Prolongation exceptionnelle de la garde à vue	17
<i>Article 9 B</i> : Contrôle du président de la chambre d'accusation sur le fonctionnement des cabinets d'instruction	18
<i>Articles 9 et 10</i> : Abrogations et dispositions diverses	19
Chapitre premier : Les contrôles d'identité	21
<i>Article 13</i> : Les contrôles d'identité	21
Chapitre II : La comparution immédiate	23
<i>Article 14</i> : Délais impartis aux juridictions pour statuer sur les demandes de mise en liberté	23
<i>Article 17</i> : Convocation par procès-verbal et procédure de compa- rution immédiate	23
Chapitre III : Dispositions diverses	27
<i>Article 19</i> : Non-communication à l'accusé de l'adresse des jurés ..	27
<i>Article 22 quater</i> : Pourvois en matière de détention provisoire ou contre l'arrêt de mise en accusation	27
Intitulé du projet de loi	28
III. — TABLEAU COMPARATIF	31
IV. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION	49

Mesdames, Messieurs,

Voici que revient devant nous, en deuxième lecture, le projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981.

Rappelons que, pour l'essentiel, ce projet de loi ne porte abrogation que des dispositions de droit pénal ou de procédure pénale créant un droit pénal d'exception et qu'au-delà de ces abrogations, il comporte plusieurs innovations appelées à constituer le droit de demain et se situant hors du cadre de la loi dite « Sécurité et Liberté »

Dans le souci de ne pas ajouter à la complexité de notre droit, le Sénat s'est essentiellement attaché, lors de la première lecture, à éviter l'instabilité législative en raison des difficultés d'application de la loi dans le temps, et à revenir au droit commun, en libérant autant que possible notre droit pénal et notre procédure pénale de toutes les dispositions d'exception. Il a, en même temps, apporté sa contribution à l'édification d'un droit pénal nouveau et d'une procédure pénale nouvelle, en introduisant notamment au regard des peines et des incriminations, un certain nombre d'innovations.

L'Assemblée nationale a largement tenu compte du texte modifié par le Sénat, puisque sur les trente trois articles restant en discussion, quinze articles ont été adoptés sans modification et ne sont donc plus soumis à nos délibérations.

Le rapporteur de sa commission des Lois, M. Raymond Forni, a bien voulu reconnaître que la Haute Assemblée avait fait oeuvre utile, en ne revenant pas, sur plusieurs points, aux dispositions exceptionnelles de droit pénal et de procédure pénale de la loi du 2 février 1981, et surtout en s'engageant dans la voie de la création de nouvelles peines de substitution telles que le jour-amende et l'immobilisation temporaire de véhicules, ou encore d'une nouvelle incrimination, telle l'instigation de mineurs à la délinquance.

A plusieurs reprises, M. Robert Badinter, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, est intervenu pour confirmer devant l'Assemblée nationale, l'avis favorable qu'il avait exprimé devant le Sénat sur plusieurs des amendements présentés par votre commission des Lois.

On observera également que l'Assemblée nationale a tenu compte des améliorations techniques ou rédactionnelles mais aussi de fond apportées à diverses dispositions de droit pénal ou de procédure pénale. Qu'il s'agisse de la nouvelle peine de travail d'intérêt général, de l'extension du champ d'application du sursis avec mise à l'épreuve assorti de l'obligation d'exécuter un travail d'intérêt général, de la nouvelle dénomination de la procédure d'urgence désormais appelée « comparution immédiate », de la décentralisation du pouvoir d'habilitation des enquêteurs de personnalité et des personnes participant au contrôle judiciaire, du renforcement des garanties des droits de la défense ou encore des diverses dispositions destinées à faciliter les constitutions de partie civile.

Bien que le débat à l'Assemblée nationale ait fait apparaître de nombreux points d'accord, il a néanmoins laissé subsister *des points de divergence importants* sur plusieurs dispositions de droit pénal général et spécial et de procédure pénale.

Concernant *les dispositions de droit pénal*, l'Assemblée nationale a ainsi supprimé le paragraphe III de l'article premier qui avait été introduit par le Sénat afin de renforcer la répression des infractions de droit commun commises par des condamnés bénéficiant d'un régime de faveur. Il proposait à cet effet que la peine encourue soit portée au double lorsque l'infraction a été commise par un condamné admis au régime de semi-liberté ou bénéficiaire d'une libération conditionnelle ou d'une permission de sortir. Elle s'est également opposée au rétablissement des *dispositions de droit pénal spécial* de la loi « Sécurité et Liberté » relatives aux incriminations délictuelles d'association de malfaiteurs, d'entrave à la circulation ferroviaire et de séquestration de moins de vingt-quatre heures. Elle a enfin confirmé son opposition au retour au régime de l'exécution des peines tel qu'il résultait de la loi du 22 novembre 1978 et ce, contre l'avis même du gouvernement.

Sur tous ces points, l'Assemblée nationale a, en effet, repris purement et simplement le texte qu'elle avait adopté en première lecture au motif que ces dispositions risquent de porter atteinte aux libertés individuelles et collectives ou encore à l'indépendance des magistrats.

S'agissant *des dispositions de procédure pénale*, l'Assemblée nationale n'a pas retenu le dispositif proposé par le Sénat pour la nouvelle procédure de comparution immédiate, qu'il s'agisse du droit du prévenu de ne pas faire de déclaration devant le procureur de la

République avant que ce dernier ne choisisse la voie procédurale à suivre, de l'extension de son champ d'application, par la substitution au critère de la flagrance de celui de l'évidence et de la suffisance des charges réunies et par la suppression de la peine plancher de un an, ou encore de la possibilité d'un retour à l'instruction, si le tribunal correctionnel estime que la complexité de l'affaire nécessite des investigations supplémentaires.

Quant à la procédure criminelle, l'Assemblée nationale s'est opposée au rétablissement des pouvoirs de contrôle administratif du président de la chambre d'accusation sur le fonctionnement des cabinets d'instruction.

Là encore, l'Assemblée nationale a décidé d'en revenir pour l'essentiel au texte qu'elle avait adopté en première lecture.

Il en est de même *des dispositions destinées à garantir le maintien de la sécurité publique.*

Ainsi, en ce qui concerne les contrôles d'identité, elle s'est refusée à porter de quatre à six heures la durée maximale de la rétention administrative pour procéder à une vérification d'identité et de six mois à trois ans le délai au terme duquel les procès-verbaux se rapportant à une opération de vérification doivent être détruits. Il convient, en revanche, de souligner que l'Assemblée nationale, sur la proposition de M. Jean-Pierre Michel, s'est ralliée au texte du Sénat quant à la possibilité pour les officiers de police judiciaire de prendre des empreintes digitales ou des photographies lors d'opérations de vérification d'identité effectuées dans le cadre de recherches judiciaires limitativement énumérées.

Quant à la prolongation exceptionnelle de la garde à vue de deux à quatre jours pour tous les crimes et certains délits (vols et destructions de biens aggravés) commis par des bandes organisées ou par deux ou plusieurs personnes, l'Assemblée nationale n'a pas accepté de suivre le Sénat bien que l'opportunité même de cette disposition ne puisse être discutée face à la recrudescence du terrorisme international et à la montée de l'insécurité.

On comprendra dès lors que votre commission des Lois vous propose de réaffirmer la fidélité du Sénat à des principes qu'il considère comme essentiels. C'est donc dans un souci de réalisme et d'efficacité qu'elle vous demande de revenir sur certains points au texte que la Haute Assemblée avait adopté à l'issue de la première lecture sous réserve de l'approbation de quelques améliorations d'ordre technique.

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS DE DROIT PENAL

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS DE DROIT PENAL GENERAL

Article premier

Régime d'aggravation des peines

L'article premier du projet de loi pose le principe de l'abrogation des règles particulières relatives aux peines de substitution, aux circonstances atténuantes et à la récidive correctionnelle, applicables aux récidivistes de certaines infractions.

Lors de la première lecture, le Sénat a approuvé l'abrogation de ce droit pénal d'exception, qui, du fait de sa complexité, était souvent inapplicable, voire inappliqué.

En revanche, il a estimé indispensable de maintenir les dispositions de l'article 463-1 du Code pénal permettant le doublement de la peine encourue en cas d'infraction commise par un condamné bénéficiant, au cours de l'exécution de sa peine, soit d'une mesure de semi-liberté, soit d'une mesure de libération conditionnelle, soit d'une permission de sortir. Mais, pour ne pas introduire de sélection dans la criminalité, il a étendu cette nouvelle cause d'aggravation de la peine à tous les crimes ou délits de droit commun commis dans ces mêmes circonstances.

Reprenant les objections d'ordre juridique et pratique faites par M. le Garde des Sceaux devant la Haute Assemblée, et qui tiennent essentiellement à la perturbation de l'équilibre du droit de la récidive, l'Assemblée nationale n'a pas accepté la démarche du Sénat. Elle a repris, sur ce point, purement et simplement, le texte qu'elle avait adopté en première lecture.

Votre commission des Lois ne peut dès lors que renouveler ici les arguments qu'elle avait alors cru devoir développer. Il lui apparaît, en effet, opportun, voire équitable, de sanctionner plus sévèrement un condamné bénéficiant d'un régime de faveur et qui a ainsi rompu le contrat moral passé entre lui et la justice et qui est sous-jacent à toute mesure de libération conditionnelle, de semi-liberté ou de permission de sortir.

C'est pour cette raison essentielle que votre commission vous propose de **rétablir** le texte adopté par le Sénat en première lecture.

Article 2 A

La peine de travail d'intérêt général

L'article 2 A, dû à l'initiative de la commission des Lois de l'Assemblée Nationale, crée une nouvelle peine de substitution : le travail d'intérêt général.

Tout en approuvant la philosophie générale de cette disposition, le Sénat y a apporté en première lecture plusieurs précisions quant à ses modalités d'application :

1. Au lieu de solliciter l'accord exprès du prévenu, ce dernier aurait seulement la possibilité, qu'il soit présent ou représenté, de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général, après que le président du tribunal l'ait informé de ce droit et ait reçu sa réponse avant le prononcé du jugement. Parce qu'une peine exprime « l'imperium » de la justice pénale, elle ne peut, en effet, être soumise à l'assentiment du prévenu.

2. Le délai maximum pour accomplir la peine de travail d'intérêt général serait porté à dix-huit mois et pourrait être éventuellement suspendu provisoirement pour motif grave d'ordre médical, familial, professionnel ou social ;

3. Le juge de l'application des peines serait compétent pour déterminer les modalités d'exécution du travail d'intérêt général ;

4. Les dispositions protectrices du code du travail relatives au travail des femmes et des jeunes travailleurs, au travail de nuit, à l'hygiène et à la sécurité seraient étendues au travail d'intérêt général ;

5. L'Etat serait responsable des dommages causés à autrui, par le condamné, pendant l'accomplissement du travail d'intérêt général, sa responsabilité étant toutefois limitée à la part qui incombe au condamné ;

6. La peine de travail d'intérêt général serait adaptée à la situation particulière des mineurs de 16 à 18 ans. La durée maximale du travail serait ainsi fixée à quatre-vingts heures, dans un délai d'un an, et le juge des enfants déciderait de la nature des travaux, lesquels devraient présenter un caractère formateur ou de nature à favoriser leur insertion sociale ;

7. Enfin, le juge de l'application des peines devrait recueillir l'avis du ministère public avant de fixer la liste des travaux d'intérêt général et le décret d'application devrait prévoir les conditions dans lesquelles seraient habilitées les associations désireuses de participer à l'exécution de la sanction, ainsi que les règles relatives au cumul du travail d'intérêt général avec la durée légale du travail.

Lors de la deuxième lecture, l'Assemblée nationale a accepté le texte adopté par le Sénat, sous réserve de quelques modifications.

Elle a tout d'abord exclu toute possibilité de représentation du prévenu, soulignant qu'il était important pour la réussite de cette peine que le délinquant accepte ou refuse lui-même d'accomplir un travail d'intérêt général. Sa commission des Lois n'a pas, en effet, jugé opportun de permettre au conseil d'engager son client en la matière, et ce d'autant plus que l'on ignore, avant de se présenter à l'audience, la nature du travail qui sera proposé.

Par ailleurs, sur la proposition de M. Gilbert Bonnemaïson, elle a estimé nécessaire que le président du tribunal indique au prévenu, avant de recevoir sa réponse, la nature des travaux qu'il aurait à exécuter, afin que celui-ci soit en mesure d'apprécier l'étendue de son engagement. Elle a également substitué au terme « surveillance » celui de « contrôle », en vertu du fait que la mise en œuvre de la mesure sera assurée par un personnel socio-éducatif dont la mission n'est pas la surveillance.

En outre, dans un souci d'harmonisation avec les dispositions générales de droit pénal qui prévoient pour les mineurs une sanction de moitié à celle appliquée aux majeurs, l'Assemblée nationale a porté de quatre-vingts à cent-vingt heures la durée maximale du travail d'intérêt général pour les mineurs délinquants.

Elle a enfin précisé que le décret d'application devrait également prévoir les conditions dans lesquelles s'exécuterait l'activité des condamnés ; la nature des travaux ; la consultation des organismes publics compétents pour l'établissement de la liste des travaux d'intérêt général ; et l'habilitation des établissements publics.

Dans un souci de conciliation, votre commission des Lois vous propose d'accepter ces modifications à l'exception de la disposition prévoyant l'obligation pour la juridiction de jugement qui envisage de condamner un prévenu à une peine de travail d'intérêt général de recueillir son « accord » sur *la nature même du travail*. Une telle disposition soulèverait des difficultés pratiques telles qu'elle serait de nature à entraver le développement de cette nouvelle peine.

Cette obligation est de surcroît, contraire à celle contenue dans l'alinéa 4 de l'article 43-3-1 qui indique que « les modalités d'exécution de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général sont décidées par le juge de l'application des peines dans le ressort duquel le condamné a sa résidence habituelle. » Conforme aux souhaits exprimés par les magistrats, cette disposition a pour but de déterminer clairement les rôles attribués à la juridiction de jugement, qui se prononce sur le principe de la peine, et au juge de l'application des peines qui détermine la nature du travail en fonction des possibilités locales et des problèmes posés par chaque condamné. Formule souple s'il en est, elle paraît être la seule acceptable si l'on veut que le condamné puisse effectuer sa peine à proximité de sa résidence. En effet, si la juridiction de condamnation ne correspond pas à la résidence du condamné, le tribunal ne dispose pas de la liste des travaux d'intérêt général disponibles.

Si cette disposition était maintenue, l'accord du prévenu soit serait vidé de son sens, soit entraînerait une impossibilité d'exécution.

Telles sont les raisons de l'**amendement** que votre commission vous demande d'adopter à l'article 2A.

Article 2 B

La peine de jour-amende

Cet article additionnel, qui résulte d'une initiative du Sénat, a pour objet d'introduire, dans notre législation pénale, une nouvelle sanction — le jour-amende — destinée, comme le travail d'intérêt général, à se substituer aux courtes peines d'emprisonnement.

L'Assemblée nationale a approuvé l'économie générale de cette nouvelle peine de substitution qui, parce qu'elle permet de proportionner la sanction en fonction à la fois de la gravité de l'infraction et des ressources du prévenu, respecte tant l'égalité réelle que l'égalité formelle des justiciables devant la loi. Votre Haute Assemblée ne peut que s'en féliciter.

Toutefois, outre une modification d'ordre purement rédactionnel au premier alinéa de l'article 43-8 du Code pénal, l'Assemblée nationale a décidé de fixer à 360 — au lieu de 240 — le nombre maximal de jours-amende et à 2 000 F au lieu de 3 000 F le montant maximal de l'amende journalière.

Votre commission des Lois vous propose d'accepter, dans un souci de conciliation, ces deux dernières modifications qui ne bouleversent en aucun cas le système retenu par le Sénat, dans la mesure où le montant maximal de l'amende globale exigible demeure fixé à 720 000 F.

En revanche, elle estime préférable de rétablir le premier alinéa de l'article 43-8 du Code pénal, dans la rédaction adoptée par le Sénat, laquelle indique très précisément que dans le cas où le tribunal prononce une amende sous la forme de jour-amende, à titre de peine principale, ni l'emprisonnement, ni l'amende, en la forme ordinaire, ne peuvent alors être prononcés.

Comme l'a souligné M. Robert Badinter, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, devant l'Assemblée nationale, non seulement cette rédaction est conforme à celle retenue pour la peine de travail d'intérêt général, mais encore il peut être nécessaire que le jour-amende soit cumulé avec une ou plusieurs peines complémentaires lorsque celles-ci sont prévues dans un texte particulier. Or,

parler d'une peine principale « exclusive » équivaldrait à interdire le prononcé d'une sanction complémentaire par la juridiction pénale.

Tel est l'objet de l'**amendement** que votre commission vous demande d'accepter à l'article 2 B.

Article 2

Sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général

L'article 2 institue une nouvelle forme de sursis, le sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général.

Pour l'essentiel, le Sénat a décidé lors de la première lecture de supprimer la restriction consistant à maintenir en dehors du champ d'application de la mesure certains récidivistes et d'ajouter aux mesures de surveillance auxquelles le condamné doit satisfaire des mesures d'assistance. Il avait, en effet, estimé nécessaire d'harmoniser les conditions de mise en œuvre de ce sursis avec celles du sursis avec mise à l'épreuve.

L'Assemblée nationale a approuvé ces modifications, sous réserve de la reprise des dispositions qu'elle a introduites à l'article 2 A concernant la peine principale de travail d'intérêt général.

Par coordination avec l'amendement qu'elle a présenté à l'article 2 A, votre commission des Lois vous propose également de supprimer l'obligation faite à la juridiction de jugement qui envisage de condamner un prévenu à une peine de travail d'intérêt général de recueillir son accord sur la nature du travail.

Tel est l'objet de l'**amendement** qu'elle vous demande d'adopter au présent article.

Article 3

Exécution des peines

L'article 3, dans le texte initial du projet de loi, rétablit dans leur rédaction antérieure à la loi du 2 février 1981, les articles 720-2, 722 et 723-4 du code de procédure pénale relatifs à l'exécution des peines

privatives de liberté et revient ainsi aux dispositions très strictes de la loi du 22 novembre 1978.

Lors de la deuxième lecture, l'Assemblée nationale vient de rétablir purement et simplement le texte qu'elle avait adopté en première lecture, contre l'avis même du gouvernement. Elle avait alors estimé nécessaire d'aller plus loin que le projet de loi, d'une part, en restituant au juge de l'application des peines le pouvoir de prendre les diverses mesures d'individualisation de la peine, tout en prévoyant en contrepartie un recours suspensif devant le tribunal correctionnel, exercé par le ministère public ; d'autre part, en accordant à la juridiction saisie par le juge de l'application des peines la possibilité de réduire la période de sûreté lorsque le condamné présente des gages « sérieux » et non plus exceptionnels de réadaptation sociale.

Dans ces conditions, votre commission des Lois ne peut que renouveler les critiques qu'elle a développées à l'égard d'un dispositif qui, comme l'a souligné M. le Garde des Sceaux devant l'Assemblée nationale, risque, du fait de changements successifs, de compliquer la tâche des juridictions et d'être, à juste titre, critiqué par les praticiens et les magistrats.

Il faut, en effet, rappeler à titre liminaire que la réforme d'ensemble de l'exécution des peines doit intervenir très prochainement. Il n'est, par conséquent, pas opportun d'ajouter de nouvelles retouches à ce droit très complexe, composite, voire disparate.

Mais surtout, l'ébauche de « judiciarisation » à laquelle s'est livrée l'Assemblée nationale n'est pas entièrement satisfaisante quant au fond et est en tout cas tout à fait contestable en l'état actuel du droit, en ce qui concerne, en particulier, la juridiction qui sera appelée à connaître du recours contre les décisions du juge de l'application des peines (tribunal correctionnel et non pas cour d'appel).

Pour toutes ces raisons, votre commission des Lois vous propose à nouveau de rétablir le texte initial du gouvernement qui se limite à un simple retour aux dispositions de la loi du 22 novembre 1978 dans l'attente de la future réforme de l'application des peines.

Tel est l'objet de l'**amendement** qu'elle vous propose d'adopter au présent article.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INFRACTIONS

Article 4 A

Association de malfaiteurs

L'Assemblée nationale a rétabli l'article 4 A, que le Sénat avait décidé de supprimer en première lecture. Cet article tend à abroger l'article 266 du Code pénal qui incrimine l'association délictuelle de malfaiteurs.

Votre commission des Lois avait alors estimé nécessaire de maintenir dans notre arsenal répressif cette incrimination délictuelle particulièrement bien adaptée à la lutte contre la délinquance organisée et le terrorisme. Dans la mesure, en effet, où elle permet d'appréhender les délinquants dès le stade préparatoire de l'infraction, sans qu'il soit nécessaire de réunir les éléments punissables de la tentative et de la complicité (commencement d'exécution), la neutralisation des exécutants, mais aussi et surtout des véritables organisateurs de crimes, que constituent les vols aggravés ou les destructions ou détériorations par explosifs, aujourd'hui correctionnalisés, s'avère plus facile.

Telle est la raison pour laquelle votre commission des Lois vous propose de **supprimer** à nouveau cet article.

Article 4 bis

Séquestration de moins de vingt-quatre heures

L'Assemblée nationale a également rétabli l'article 4 bis, introduit à l'initiative de sa commission des Lois et que le Sénat avait supprimé en première lecture.

Cet article tend à abroger le 4^o de l'article 341 du Code pénal qui incrimine la séquestration de moins de vingt-quatre heures et l'assortit d'une peine d'un mois à deux ans d'emprisonnement.

Convaincue par les arguments développés par M. le Garde des Sceaux devant votre Haute Assemblée, lors de la première lecture, votre commission des Lois vous propose d'accepter cet article **sans modification**.

En effet, cette disposition paraît inutile dans la mesure où l'article 341 (3^o) permet non seulement de réprimer jusqu'à cinq ans d'emprisonnement les séquestrations de moins de cinq jours, mais encore, compte tenu des circonstances atténuantes, de faire face à toutes les exigences de la répression.

Par ailleurs, elle risque de produire un effet pervers notamment pour les cas dans lesquels les exigences de la répression peuvent commander, même si la séquestration a duré moins de vingt-quatre heures, une peine supérieure à deux ans d'emprisonnement.

Enfin, peuvent être appliqués les articles 309 et suivants du Code pénal, qui répriment les violences et les voies de fait.

Telles sont les raisons pour lesquelles votre commission vous propose d'adopter l'article 4 bis dans le texte voté par l'Assemblée nationale.

Article 6

Vol aggravé qualifié crime

L'article 6 comble une lacune de l'article 384 du Code pénal qui punit le vol aggravé par des violences ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours ou commis en bande organisée, afin de viser les violences ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente.

Lors de la première lecture, le Sénat avait modifié la rédaction du texte proposé pour l'article 384 du Code pénal dans le simple but de remédier à un illogisme. Il résultait, en effet, de la rédaction proposée par l'Assemblée que la circonstance aggravante du port d'une arme, apparente ou cachée, serait puni plus sévèrement (réclusion criminelle à perpétuité) que le vol ayant entraîné la mort (réclusion à temps de dix à vingt ans).

Toutefois, l'Assemblée nationale n'a pas accepté cette modification, bien qu'elle ne puisse encourir le reproche d'opérer à une

refonte prématurée de l'échelle des peines. Elle a, au contraire, décidé de revenir purement et simplement, au texte qu'elle avait adopté en première lecture.

Pour les mêmes raisons que celles qui ont été développées lors de la première lecture, votre commission des Lois vous demande de revenir au texte adopté par le Sénat.

Tel est l'objet de l'**amendement** présenté au présent article.

Article 8 bis

Entrave à la circulation ferroviaire

L'Assemblée nationale a rétabli l'article 8 bis, introduit à l'initiative de sa commission des Lois, et qui a pour objet d'abroger l'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, lequel crée un délit d'entrave à la circulation ferroviaire, analogue au délit d'entrave à la circulation routière.

Le Sénat avait décidé, en première lecture, de maintenir cette incrimination directement inspirée de l'article L. 7 du Code de la route auquel, pourtant, d'aucuns n'avaient jamais prêté ouvertement d'arrière-pensées antisociales ou syndicales.

Tant la logique que la cohérence conduisent votre commission des Lois à vous proposer à nouveau la **suppression** de l'article 8 bis.

TITRE II

DISPOSITIONS DE PROCEDURE PENALE

Article 9 A

Prolongation exceptionnelle de la garde à vue

L'article 9 A résulte d'une initiative du Sénat qui a estimé nécessaire de conserver la possibilité d'une prolongation exceptionnelle de la garde à vue au-delà de quarante-huit heures pour des affaires particulièrement graves et complexes pour lesquelles la législation actuelle est insuffisante.

C'est ainsi qu'il a décidé de maintenir, entourées des mêmes garanties pour les libertés individuelles, les dispositions de la loi du 2 février 1981 qui permettent de prolonger la garde à vue jusqu'à trois jours pour certaines infractions de violence, et que le présent projet de loi se proposait par ailleurs d'abroger.

Il y a apporté toutefois quatre modifications importantes destinées à simplifier, et, le régime, et, la procédure mise en place aux articles 63-1, 64-1 et 77-1 du code de procédure pénale :

1. En cas de nécessité impérieuse, la durée maximale de la garde à vue serait portée à quatre jours, par similitude avec la loi du 31 décembre 1970 relative à la répression du trafic des stupéfiants ;

2. Ce régime exceptionnel serait étendu à tous les crimes et à certains délits commis en bande organisée ou par deux ou plusieurs personnes ;

3. Le renouvellement de la garde à vue au-delà de quarante-huit heures serait confié au Parquet ou au juge d'instruction et non à un magistrat du siège ;

4. Enfin, la nullité de la procédure serait également étendue au droit commun de la garde à vue.

L'Assemblée nationale a supprimé purement et simplement cet article.

Compte tenu de l'importance de l'article 9 A, votre commission des Lois ne peut que vous proposer de reprendre le texte adopté par le Sénat en première lecture. Comme elle l'a d'ailleurs souligné devant la Haute Assemblée, le fait de laisser à l'appréciation du Procureur de la République une prolongation éventuelle de la garde à vue de deux fois vingt-quatre heures ne porte atteinte ni au principe de l'Habeas Corpus, ni aux droits fondamentaux des libertés individuelles.

Dans un souci de réalisme et d'efficacité, elle vous propose donc d'accepter à nouveau le dispositif adopté par le Sénat en première lecture qui non seulement est conforme à la Constitution mais encore compatible avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

Tel est l'objet de l'**amendement** qu'elle vous demande d'accepter au présent article.

Article 9 B

Contrôle du président de la Chambre d'accusation sur le fonctionnement des cabinets d'instruction

L'article 9 B est également une disposition additionnelle introduite à l'initiative du Sénat.

Cet article tend à maintenir en vigueur l'article 220 alinéa 2 du Code de procédure pénale qui renforce le pouvoir de contrôle du président de la Chambre d'accusation sur les cabinets d'instruction.

Selon le texte adopté par le Sénat, le pouvoir du président de la Chambre d'accusation porterait sur la possibilité de convoquer les juges d'instruction, de visiter leur cabinet ou de prendre connaissance des dossiers, à l'exclusion toutefois de la possibilité de demander des rapports sur l'état des affaires.

L'Assemblée nationale n'a pas accepté la démarche suivie par le Sénat et a décidé de supprimer cet article de nature, selon elle, à

porter atteinte à la souveraineté du juge d'instruction et au principe selon lequel le contrôle d'une juridiction doit être exercé par une autre juridiction.

Votre commission des Lois ne peut donc que vous proposer de rétablir le texte adopté par le Sénat en première lecture.

Il apparaît, en effet, utile de conserver une disposition qui accorde un certain pouvoir de contrôle au président de la Chambre d'accusation sur le déroulement des instructions sans que, bien entendu, il soit porté atteinte à l'indépendance des juges d'instruction sur la manière de conduire leurs informations et qui, de surcroît est jugée par les juridictions de nature à réduire les lenteurs de la justice.

Tel est l'objet de l'**amendement** qu'elle vous demande d'adopter au présent article.

Article 9 et 10

Abrogations et dispositions diverses

Les modifications apportées par l'Assemblée nationale aux articles 9 et 10 sont pour l'essentiel la conséquence de la suppression des articles 9 A et 9 B.

Toutefois, à l'article 10, l'Assemblée nationale a décidé d'abroger, sur la proposition du gouvernement, une disposition introduite par la loi du 2 février 1981 à l'article 186 alinéa premier du Code de procédure pénale.

Cet article crée, en matière de restitution d'objets saisis, une nouvelle voie de recours pour l'inculpé, en lui permettant de relever appel des décisions du juge d'instruction. Or, l'article 99 du même code prévoit déjà, en son alinéa 4, que l'inculpé, la partie civile ou toute autre personne, qui prétend avoir droit sur un objet placé sous la main de justice, peut déférer la décision du juge d'instruction à la chambre d'accusation, sur simple requête. Comme l'a souligné M. le Garde des Sceaux devant l'Assemblée, la dualité de recours ainsi introduite est une source de confusion sur le plan juridique sans, pour autant, présenter une quelconque utilité.

Dès lors, votre commission des Lois vous propose de vous rallier à cette abrogation.

Mais, le rétablissement des dispositions relatives à la garde à vue et au pouvoir de contrôle du président de la Chambre d'accusation sur les juges d'instruction conduit tout naturellement votre commission des Lois à vous proposer de revenir, pour les articles 9 et 10, au texte adopté par le Sénat en première lecture sous réserve de l'approbation de la précédente modification.

Tel est l'objet des **amendements** qu'elle vous demande d'accepter aux présents articles.

CHAPITRE PREMIER

LES CONTROLES D'IDENTITE

Article 13

Les contrôles d'identité

L'article 13 est une disposition essentielle du titre II, dans la mesure où il « judiciarise » la procédure des contrôles et vérifications d'identité, effectués tant au titre de la police judiciaire que dans le cadre d'une opération de police administrative, et que la loi du 2 février 1981 avait elle-même légalisée.

Aussi, le Sénat s'est-il essentiellement attaché, lors de la première lecture, à faire respecter le fragile équilibre entre les nécessités actuelles du maintien de l'ordre public et le respect des libertés individuelles, singulièrement de la liberté d'aller et venir.

C'est ainsi qu'il a mis l'accent sur la nécessité de permettre effectivement aux autorités de police judiciaire de remplir leur mission de prévention. Comme l'a souligné M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation devant votre Haute Assemblée, l'action préventive de la police peut être une des plus efficaces et des plus utiles et vouloir l'en priver serait porter atteinte, non seulement à ses missions, mais aussi à la sécurité publique.

Dans ce but, il avait introduit quatre modifications dans le texte adopté par l'Assemblée nationale pour l'article 78-2 du Code de procédure pénale qui régit les modalités de la vérification d'identité :

1. L'officier de police judiciaire serait autorisé à prévenir lui-même la famille ou la personne choisie lorsque des circonstances particulières s'opposent à ce que l'intéressé use lui-même de ce droit ;

2. La durée maximale de la rétention serait portée de quatre à six heures ;

3. La prise d'empreintes digitales ou de photographies ne serait interdite que dans le cadre de vérifications préventives d'identité effectuées au titre d'une opération de police administrative ;

4. Enfin, le délai au terme duquel seraient détruits le procès-verbal, ainsi que toutes les pièces se rapportant aux opérations de vérification d'identité serait porté de six mois à trois ans, si aucune suite judiciaire n'a été donnée à la vérification.

Si l'Assemblée nationale a décidé de revenir au texte qu'elle avait adopté en première lecture pour ce qui concerne la durée maximale de la rétention administrative, la destruction du procès-verbal et des pièces relatives aux opérations de vérification d'identité, ou encore la sanction de nullité en cas de non-respect des formalités prescrites, elle a en revanche approuvé, sous réserve d'un amendement rédactionnel, la modification introduite par le Sénat au premier alinéa de l'article 78-2 du Code de procédure pénale destinée à éviter qu'à la faveur de la faculté donnée à la personne interpellée de prévenir un membre de sa famille ou une personne de son choix, celle-ci ne prévienne ses coauteurs ou complices.

Elle s'est également ralliée à la proposition du Sénat autorisant la prise d'empreintes digitales ou de photographies lors de vérifications d'identité effectuées dans le cadre d'opérations de police judiciaire, tout en restreignant sa portée à deux cas limitativement énumérés : ceux pour lesquels il existe un indice faisant présumer, soit qu'une personne a commis ou tenté de commettre une infraction, soit qu'une personne fait l'objet de recherches judiciaires. Elle a également imposé aux autorités de police judiciaire de mentionner au procès-verbal la prise d'empreintes ou de photographies.

Comme l'a souligné M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, il s'agit de combler un vide juridique résultant de l'abrogation de l'article 61, alinéa 2 du Code de procédure pénale et de l'article 8 de la loi du 27 novembre 1943, seuls textes juridiques permettant aux autorités de police de recourir aux techniques de l'identification judiciaire, c'est-à-dire à la prise d'empreintes digitales ou de photos anthropométriques.

Dès lors, et dans un souci de conciliation, votre commission des Lois, vous propose d'adopter l'article 13 dans le texte voté par l'Assemblée nationale.

CHAPITRE II

LA COMPARUTION IMMEDIATE

Article 14

Délais impartis aux juridictions pour statuer sur les demandes de mise en liberté

A l'article 14, relatif aux délais impartis aux juridictions appelées à statuer sur une demande de main-levée totale ou partielle du contrôle judiciaire ou de mise en liberté provisoire, le Sénat avait approuvé la philosophie générale de cette disposition de nature à accroître les droits de la défense, sous réserve d'une modification précisant le caractère facultatif de la présence du conseil.

L'Assemblée nationale ne s'est pas ralliée à cette précision et a décidé de revenir purement et simplement au texte qu'elle avait adopté en première lecture.

Dans ces conditions, votre commission des Lois ne peut que vous proposer de reprendre la rédaction adoptée par le Sénat.

Tel est l'objet de l'**amendement** qu'elle vous demande d'accepter à l'article 14.

Article 17

Convocation par procès-verbal et procédure de comparution immédiate

Cet article revêt une grande importance dans la mesure où il substitue à l'actuelle procédure de saisine directe la procédure dite de comparution immédiate destinée à permettre, de la même façon, un

jugement rapide des affaires simples ne justifiant pas l'ouverture d'une information.

Aussi, le Sénat s'est-il attaché, lors de la première lecture, à modifier cet article sur plusieurs points essentiels, afin de donner une plus grande souplesse à la procédure.

S'agissant du champ d'application de la procédure de comparution immédiate, il a substitué au critère de la flagrance celui de la simplicité de l'affaire et du caractère suffisant des charges réunies, reprenant ainsi les dispositions de la loi du 2 février 1981. Il a également supprimé le seuil minimal de un an d'emprisonnement.

Quant aux modalités de la procédure, les principales modifications avaient pour objet :

— d'autoriser le procureur de la République à recueillir les déclarations du prévenu qui lui est présenté, sans que celui-ci en fasse expressément la demande ;

— de rendre facultative l'intervention du conseil en cas de « rendez-vous judiciaire » ;

— de donner la possibilité au tribunal correctionnel de renvoyer à l'instruction, par l'intermédiaire du procureur de la République, s'il estime que la complexité de l'affaire exige des investigations supplémentaires.

Reprenant sur tous ces points, les objections d'ordre juridique ou pratique faites par M. le Garde des Sceaux devant la Haute-Assemblée, l'Assemblée nationale ne s'est pas ralliée aux propositions du Sénat. Elle a décidé, sur ces points, de revenir purement et simplement au texte qu'elle avait adopté en première lecture.

Elle a également supprimé la disposition introduite par notre excellent collègue, M. Charles Lederman, qui prévoyait une exception au principe suivant lequel le tribunal, dans le cadre de la procédure de comparution immédiate, est autorisé à placer ou maintenir en détention provisoire un prévenu condamné à un emprisonnement sans sursis quelle que soit la durée de la peine prononcée, lorsque l'intéressé aurait été mis en liberté lors de sa première présentation devant le tribunal, donc avant le jugement au fond (article 397-4 du Code de procédure pénale).

Votre commission des Lois ne peut donc que vous proposer de reprendre le texte adopté par le Sénat en première lecture.

Votre Haute Assemblée n'avait pas, en effet, jugé opportun de restreindre la procédure de comparution immédiate aux seuls délits flagrants punis d'une peine d'emprisonnement d'au moins un an pour la raison essentielle que la notion de flagrance n'est pas toujours synonyme d'évidence, seule notion qui peut faire qu'il n'y ait pas besoin d'instruction. Sans compter que les juridictions apprécient de manière très variable cette notion. Par ailleurs, la suppression du seuil minimal de un an d'emprisonnement à partir duquel la procédure aurait vocation à s'appliquer apparaît d'autant plus justifiée que ce « plancher » exclut les délits mineurs qui devraient précisément faire l'objet d'une telle procédure, notamment en utilisant les nouvelles peines de substitution.

Or, il importe, qu'intervienne une réponse judiciaire rapide, avec toutes les garanties de la défense, pour des affaires simples et peu graves et ce dans l'intérêt même de la justice, mais aussi de la victime et quelquefois du prévenu afin d'éviter un recours trop systématique à la détention provisoire.

S'agissant des modalités de la procédure, le Sénat avait alors estimé que loin de léser les droits de la défense, la possibilité laissée au procureur de la République de recueillir, de sa propre initiative, les déclarations de la personne qui lui est déférée, lui permettrait au contraire de mieux choisir la voie procédurale. Il avait également tenu à réaffirmer le droit pour chacun d'organiser sa propre défense, en particulier lorsque la détention provisoire n'est pas en jeu.

Mais surtout, pour apaiser la crainte exprimée par certains d'un risque éventuel de recours abusif à cette procédure rapide et faire en sorte de la circonscrire aux seules affaires élucidées, le Sénat avait décidé d'introduire une novation juridique.

C'est ainsi qu'il ouvrait la possibilité au tribunal correctionnel de renvoyer à l'instruction, par l'intermédiaire du Parquet, s'il estimait que le procureur de la République avait eu tort de le saisir directement.

Rendre le tribunal juge de sa propre compétence et de la procédure employée, n'est-ce pas la meilleure garantie du justiciable en ce qui concerne le choix de la procédure selon laquelle son affaire sera instruite ?

Enfin, soucieux de préserver les droits des justiciables, il avait accepté, sur la proposition de M. Charles Ledermann de ne pas

déroger aux dispositions de l'article 465 du Code de procédure pénale prévoyant que le mandat d'arrêt ne peut être décerné lorsque la peine prononcée est inférieure à un an, dans le cas où le tribunal, saisi en vertu de la procédure de comparution immédiate, a estimé devoir mettre le prévenu en liberté jusqu'à l'audience de jugement et si celui-ci s'est présenté à l'audience.

Pour toutes ces raisons, votre commission des Lois, vous demande de revenir sur tous ces points, au texte adopté par le Sénat en première lecture.

En revanche, elle vous propose de vous rallier à la disposition introduite à l'initiative du gouvernement à l'article 397-3 du Code de procédure pénale, destinée à affirmer explicitement la règle générale de l'effet non suspensif de l'appel en matière de placement ou de maintien en détention provisoire, dans le cas particulier où, l'affaire étant renvoyée sur le fond à une audience ultérieure, le prévenu qui a comparu immédiatement fait appel de la décision le plaçant en détention provisoire.

Mais elle estime nécessaire de prévoir une disposition semblable pour la décision de placement ou de maintien sous contrôle judiciaire. Mesure de sûreté destinée à éviter le recours à la détention provisoire, le contrôle judiciaire ordonné par une juridiction de jugement doit, comme le contrôle judiciaire ordonné par le juge d'instruction, s'exécuter immédiatement.

En effet, ne pas prévoir explicitement que la décision de placement ou de maintien sous contrôle judiciaire est exécutoire par provision, viderait cette mesure de sûreté de sa substance et ne pourrait recevoir, en pratique, application puisqu'elle ne pourrait être exécutée, compte tenu du principe général de l'effet suspensif de l'appel en matière correctionnelle, avant l'expiration des délais d'appel et l'appel lui-même y ferait obstacle.

Tel est l'objet essentiel des **amendements** que votre commission vous demande d'adopter à l'article 17.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19

Non-communication à l'accusé de l'adresse des jurés

L'article 19 pose le principe de la non-communication à l'accusé de l'adresse des jurés appelés à siéger dans les cours d'assises, sous réserve de la possibilité pour le conseil, s'il en fait la demande, d'en prendre connaissance avant le tirage au sort.

Lors de la première lecture, à l'initiative de notre excellent collègue, M. Felix Ciccolini, le Sénat a décidé de supprimer cet article de nature à porter atteinte à l'exercice des droits de la défense.

L'Assemblée nationale a rétabli le texte qu'elle avait adopté en première lecture, sous réserve d'une modification destinée à préciser le caractère obligatoire de la communication du domicile ou de la résidence des jurés au conseil de chacun des accusés.

Votre commission des Lois vous propose de vous rallier à cette disposition inspirée par le souci de protéger les jurés contre les éventuelles menaces ou pressions dont ils pourraient faire l'objet, et par conséquent d'adopter l'article 19 **sans modification**.

Article 22 quater

Pourvois en matière de détention provisoire ou contre l'arrêt de mise en accusation

Cet article additionnel a été introduit par le Sénat, en première lecture, en vue de supprimer, dans le cas de pourvoi en matière de détention provisoire et de pourvoi contre un arrêt portant mise en

accusation, le délai d'un mois imparti au demandeur en cassation ou à son avocat pour déposer son mémoire (Articles 567-2, alinéa 2, et 574-1 alinéa 2, du Code de procédure pénale).

Sur la proposition du gouvernement, l'Assemblée nationale a décidé de maintenir les dispositions actuelles des articles 567-2 et 574-1 du Code de procédure pénale, mais en accordant la possibilité au président de la Chambre criminelle de proroger pour une durée de huit jours le délai d'un mois pour le dépôt du mémoire, si des circonstances exceptionnelles paraissent l'exiger.

Il lui est, en effet, apparu indispensable de donner plus de souplesse au dispositif en vigueur, sans toutefois mettre les conseillers à la Cour de cassation dans une situation telle qu'ils risquent de ne pas pouvoir répondre en temps utile aux moyens qui leur sont soulevés.

Dans un souci de conciliation, votre commission des Lois vous propose d'approuver l'article 22 quater dans le texte voté par l'Assemblée nationale.

Intitulé du projet de loi

Le Sénat avait estimé, en première lecture, que la rédaction de l'intitulé du projet de loi tel qu'il résultait du texte adopté par l'Assemblée nationale privilégiait les apparences au détriment de la réalité de la réforme proposée.

En effet, les dispositions de droit pénal et de procédure pénale du 2 février 1981, dont il est envisagé l'abrogation ou la révision, ont été pour la plupart codifiées, si bien qu'aujourd'hui la loi « Sécurité et Liberté » n'a plus aucune identité juridique. C'est pourquoi le Sénat avait adopté l'intitulé suivant : « Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale ».

L'Assemblée nationale a néanmoins décidé de faire à nouveau référence à la mention de l'abrogation et de la révision de certaines dispositions de la loi du 2 février 1981 sans, il est vrai, rétablir purement et simplement l'intitulé initial du projet de loi.

Toutefois, la rigueur juridique ne peut que conduire votre commission des Lois à vous proposer de **revenir** au texte adopté par le Sénat en première lecture.

*

**

Sous réserve de ces observations et des amendements qu'elle vous propose, votre commission des Lois vous demande d'adopter le présent projet de loi.

II. — TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture	Propositions de la Commission
Intitulé du projet de loi.	Intitulé du projet de loi.	Intitulé du projet de loi.
Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale.	Projet de loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi n° 81-82 du 2 février 1981 et complétant certaines dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale.	Reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture.
TITRE PREMIER	TITRE PREMIER	TITRE PREMIER
DISPOSITIONS DE DROIT PÉNAL	DISPOSITIONS DE DROIT PÉNAL	DISPOSITIONS DE DROIT PÉNAL
CHAPITRE PREMIER	CHAPITRE PREMIER	CHAPITRE PREMIER
Dispositions de droit pénal général.	Dispositions de droit pénal général.	Dispositions de droit pénal général.
Article premier.	Article premier.	Article premier.
I. — Sont abrogées les dispositions suivantes du code pénal : articles 43-7, 58, dernier alinéa, 463, troisième alinéa, 463-2 et 463-3.	I. — Sont abrogés... ... 463, troisième alinéa, et 463-1 à 463-3.	Reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture.
Entre les articles 462-1 et 463 du même code, les mots : « Titre III. — Dispositions relatives aux circonstances atténuantes et à certaines causes d'aggravation des peines » sont remplacés par les mots : « Dispositions générales ».	Alinéa sans modification.	
II. — Au premier alinéa de l'article 463 du code pénal, après les mots : « aux articles 7, 8, 18 et 19 » sont supprimés les mots : « jusqu'à trois ans d'emprisonnement si le crime est passible de la peine de mort ».	II. — Sans modification.	
III (nouveau). — L'article 463-1 du code pénal est remplacé par les dispositions suivantes :	III. — Supprimé.	
« Art. 463-1. — Les peines encourues sont portées au double en cas de crime ou délit de droit commun commis par un condamné admis au régime de la semi-liberté ou bénéficiaire de la libération conditionnelle ou d'une permission de sortir.		
« Toutefois, il n'est pas fait application des dispositions de l'alinéa ci-dessus, pour la détermination de la peine encourue, lorsque les dispositions relatives à la récidive sont également applicables.		

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux mineurs et il n'est pas tenu compte, pour leur application, des condamnations prononcées pour des faits commis pendant la minorité. »

Art. 2 A.

Après l'article 43-3 du code pénal, sont insérés les cinq nouveaux articles suivants :

« *Art. 43-3-1.* — Lorsqu'un délit est puni de l'emprisonnement et que le prévenu n'a pas été condamné, au cours des cinq années précédant les faits, pour crime ou délit de droit commun soit à une peine criminelle, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quatre mois, le tribunal peut également prescrire, à titre de peine principale, que le condamné accomplira, au profit d'une collectivité publique ou d'un établissement public ou d'une association, un travail d'intérêt général non rémunéré et d'une durée qui ne pourra être inférieure à quarante heures ni supérieure à deux cent quarante heures.

« Il ne peut être fait application du présent article que lorsque le prévenu est présent ou représenté. Le président du tribunal, avant le prononcé du jugement, informe le prévenu ou son conseil du droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général et reçoit sa réponse.

« Le tribunal fixe, dans la limite de dix-huit mois, le délai pendant lequel le travail doit être accompli. Le délai prend fin dès l'accomplissement de la totalité du travail d'intérêt général ; il peut être suspendu provisoirement pour motif grave d'ordre médical, familial, professionnel ou social.

« Les modalités d'exécution de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la suspension du délai prévu par l'alinéa précédent sont décidées par le juge de l'application des peines dans le ressort duquel le condamné a sa résidence habituelle ou, s'il n'a pas en France sa résidence habituelle, par le juge de l'application des peines du ressort de la juridiction qui a prononcé la condamnation.

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

Art. 2 A.

Alinéa sans modification.

« *Art. 43-3-1.* — Alinéa sans modification.

« Il ne peut...
...le prévenu est présent. Le président...

...le prévenu du droit de refuser...

...d'intérêt général ; *il lui en indique la nature* et reçoit sa réponse.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Propositions de la Commission

Art. 2 A.

Alinéa sans modification.

« *Art. 43-3-1.* — Alinéa sans modification.

« Il ne peut...

...général et reçoit sa réponse.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« Au cours du délai fixé en application du troisième alinéa ci-dessus le prévenu doit satisfaire aux mesures de surveillance déterminées par un décret en Conseil d'Etat.

« *Art. 43-3-2.* — Les prescriptions du code du travail relatives au travail des femmes et des jeunes travailleurs, au travail de nuit ainsi qu'à l'hygiène et à la sécurité sont applicables au travail d'intérêt général.

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

« Au cours du délai...

... mesures de *contrôle* déterminées par un décret en Conseil d'Etat.

« *Art. 43-3-2.* — Les prescriptions... relatives au travail de nuit, à l'hygiène, à la sécurité, ainsi qu'au travail des femmes et des jeunes travailleurs sont applicables au travail d'intérêt général.

Propositions de la Commission

Alinéa sans modification.

« *Art. 43-3-2.* — Sans modification.

« *Art. 78-3.* — Conforme

« *Art. 43-3-4 (nouveau).* — Les dispositions des articles 43-3-1 à 43-3-3 ci-dessus sont applicables aux mineurs de seize à dix-huit ans. Toutefois, la durée du travail d'intérêt général ne pourra être inférieure à vingt heures ni supérieure à quatre-vingts heures, et le délai pendant lequel le travail doit être accompli ne pourra excéder un an.

« Les attributions du juge de l'application des peines prévues par les articles 43-3-1 et 43-3-5 sont dévolues au juge des enfants. Pour l'application de l'article 43-3-1, alinéa premier, les travaux d'intérêt général doivent être adaptés aux mineurs et présenter un caractère formateur ou de nature à favoriser l'insertion sociale des jeunes condamnés.

« *Art. 43-3-5 (nouveau).* — Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application des articles 43-3-1 à 43-3-4 ci-dessus. Il précise notamment les conditions dans lesquelles :

« 1° le juge de l'application des peines établit, après avis du ministère public, la liste des travaux d'intérêt général susceptibles d'être accomplis dans son ressort ;

« 2° le travail d'intérêt général peut, pour les condamnés salariés, se cumuler avec la durée légale du travail ;

« *Art. 43-3-4.* — Les dispositions...

... ni supérieure à *cent vingt* heures, et...

... un an.

Alinéa sans modification.

« *Art. 43-3-5.* — Un décret...

... à 43-3-4. *Il établit les conditions dans lesquelles s'exécutera l'activité des condamnés ainsi que la nature des travaux proposés.*

« En outre le décret détermine les conditions dans lesquelles :

« 1° le juge...
... ministère public et consultation de tout organisme public compétent, la liste...

... ressort ;

« 2° sans modification.

« *Art. 43-3-4.* — Sans modification.

« *Art. 43-3-5.* — Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« 3° sont habilitées les associations mentionnées au premier alinéa de l'article 43-3-1. »

Art. 2 B (nouveau).

Après l'article 43-7 du code pénal, sont insérés quatre articles nouveaux ainsi rédigés :

« *Art. 43-8.* — Lorsqu'un délit est puni de l'emprisonnement, le tribunal peut également prononcer, à titre de peine principale, une amende sous la forme de jours-amende dans les conditions fixées aux articles 43-9 et 43-10. Ni l'emprisonnement, ni l'amende en la forme ordinaire ne peuvent alors être prononcés.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux prévenus mineurs.

« *Art. 43-9.* — Le nombre de jours-amende, qui ne peut excéder deux cent quarante, est déterminé en tenant compte des circonstances de l'infraction.

« Le montant de chaque jour-amende, qui ne peut excéder 3 000 F, est déterminé en tenant compte des ressources et des charges du prévenu.

« Le montant global de l'amende est exigible à l'expiration du délai correspondant au nombre de jours-amende prononcés, à moins que, en application de l'article 41, deuxième alinéa, le tribunal en ait décidé autrement.

« *Art. 43-10 et 43-11.* — Conformes

Art. 2.

Le chapitre III du titre IV du livre V du code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III

« Du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général.

« *Art. 747-1.* — Le tribunal peut, dans les conditions prévues par l'arti-

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

« 3° sont habilités les associations *et établissements publics mentionnés* au premier alinéa de l'article 43-3-1. »

Art. 2 B.

Alinéa sans modification.

« *Art. 43-8.* — Lorsqu'un délit...

... peine principale *exclusive*, une amende...
... et 43-10.

Alinéa sans modification.

« *Art. 43-9.* — Le nombre...
... excéder *trois cent soixante*, est...

... infraction.

« Le montant...
... excéder *2 000 F*, est...

... prévenu.

Alinéa sans modification.

Art. 2.

Alinéa sans modification.

« CHAPITRE III

« Du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général.

« *Art. 747-1.* — Alinéa sans modification.

Propositions de la Commission

Art. 2 B.

Alinéa sans modification.

« *Art. 43-8.* — Lorsqu'un délit...

...peine principale, une amende...

...aux articles 43-9 et 43-10. *Ni l'emprisonnement, ni l'amende en la forme ordinaire ne peuvent alors être prononcés.*

Alinéa sans modification.

« *Art. 43-9.* — Sans modification.

Art. 2.

Alinéa sans modification.

« CHAPITRE III

« Du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général.

« *Art. 747-1.* — Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

cle 738, alinéa premier, prévoir que le condamné accomplira, au profit d'une collectivité publique ou d'un établissement public ou d'une association, un travail d'intérêt général non rémunéré et d'une durée qui ne pourra être inférieure à quarante heures ni supérieure à deux cent quarante heures.

« Il ne peut être fait application du présent article que lorsque le prévenu est présent *ou représenté*. Le président du tribunal, avant le prononcé du jugement, informe le prévenu *ou son conseil* du droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général, et reçoit sa réponse.

« Le tribunal fixe, dans la limite de dix-huit mois, le délai pendant lequel le travail doit être accompli. Ce délai prend fin dès l'accomplissement de la totalité du travail d'intérêt général, la condamnation étant alors considérée comme non avenue ; il peut être suspendu provisoirement pour motif grave d'ordre médical, familial, professionnel ou social.

« Les modalités d'exécution de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la suspension du délai prévu par l'alinéa précédent sont décidées par le juge de l'application des peines.

« *Art. 747-2.* — Au cours du délai fixé en application de l'article 747-1, troisième alinéa, outre l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général, le condamné doit satisfaire à l'ensemble des mesures de surveillance et d'assistance prévues par un décret en Conseil d'Etat ainsi que, le cas échéant, à celles des obligations particulières également prévues par un décret en Conseil d'Etat que le tribunal lui a spécialement imposées.

« *Art. 747-3.* — A l'exception des articles 738, deuxième et troisième alinéas, 743 et 745, deuxième alinéa, les dispositions du chapitre II ci-dessus sont applicables, l'obligation définie par l'article 747-1 et le délai fixé en application du même article étant respectivement assimilés à une obligation particulière et au délai d'épreuve ; toute-

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

« Il ne peut...
... que lorsque le prévenu est présent. Le président du tribunal, avant le prononcé du jugement, informe le prévenu du droit...

... d'intérêt général ; *il lui en indique la nature* et reçoit sa réponse.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« *Art. 747-2.* — Au cours...

... mesures de *contrôle* et d'assistance...

... imposées.

« *Art. 747-3.* — A l'exception...

Propositions de la Commission

« Il ne peut...

...d'intérêt général et reçoit sa réponse.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« *Art. 747-2.* — Sans modification.

« *Art. 747-3.* — Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

fois, le délai prévu par l'article 742-1 est ramené à un an.

« Art. 747-4. — Les prescriptions du code du travail relatives au travail des femmes et des jeunes travailleurs, au travail de nuit ainsi qu'à l'hygiène et à la sécurité sont applicables au travail d'intérêt général.

« Art. 747-5. — Conforme

« Art. 747-6 (nouveau). — Les dispositions des articles 747-1 à 747-5 ci-dessus sont applicables aux mineurs de seize à dix-huit ans. Toutefois, la durée du travail d'intérêt général ne pourra être inférieure à vingt heures ni supérieure à quatre-vingts heures, et le délai pendant lequel le travail doit être accompli ne pourra excéder un an.

« Les attributions du juge de l'application des peines prévues par les articles 747-1 et 747-7 sont dévolues au juge des enfants. Pour l'application de l'article 747-1, alinéa premier, les travaux d'intérêt général doivent être adaptés aux mineurs et présenter un caractère formateur ou de nature à favoriser l'insertion sociale des jeunes condamnés.

« Art. 747-7 (nouveau). — Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent chapitre. Il précise notamment les conditions dans lesquelles :

« 1° le juge de l'application des peines établit, après avis du ministère public, la liste des travaux d'intérêt général susceptibles d'être accomplis dans son ressort ;

« 2° le travail d'intérêt général peut, pour les condamnés salariés, se cumuler avec la durée légale du travail ;

« 3° sont habilités les associations mentionnées au premier alinéa de l'article 747-1. »

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

... est ramené à *dix-huit mois*.

« Art. 747-4. — Les prescriptions...
...relatives au travail de nuit, à l'hygiène, à la sécurité ainsi qu'au travail des femmes et des jeunes travailleurs sont applicables au travail d'intérêt général.

« Art. 747-6. — Les dispositions...

... ni supérieure à *cent vingt* heures, et...

... un an.

Alinéa sans modification.

« Art. 747-7. — Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent chapitre. Il établit les conditions dans lesquelles s'exécutera l'activité des condamnés, ainsi que la nature des travaux proposés.

« En outre, le décret détermine les conditions dans lesquelles :

« 1° le juge de l'application des peines, établit, après avis du ministère public et consultation de tout organisme public compétent, la liste des travaux d'intérêt général susceptibles d'être accomplis dans son ressort ;

« 2° sans modification.

« 3° sont habilités les associations et établissements publics mentionnés au premier alinéa de l'article 747-1. »

Art. 2 bis.

Conforme.....

Propositions de la Commission

« Art. 747-4. — Sans modification.

« Art. 747-6. — Sans modification.

« Art. 747-7. — Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Art. 3.

Sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la loi n° 81-82 du 2 février 1981 *renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes* les articles 720-2, 722 et 723-4 du code de procédure pénale sous les réserves ci-après :

Au premier alinéa de l'article 720-2 et au second alinéa de l'article 723-4, les références aux articles 310 et 312, 334-1 et 335, 341 à 344, 381 et 382 du code pénal sont respectivement remplacées par les références aux articles 310 à 312, 334-1 à 335, 341 (1°, 2° et 3°) et 342 à 344, 382, troisième à septième alinéas, et 384 du code pénal.

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux infractions.

Art. 4 A.

Supprimé

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

Art. 3

I. — Sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la loi n° 81-82 du 2 février 1981 l'article 720-2 et le premier alinéa de l'article 722 du code de procédure pénale, sous les réserves ci-après :

Au premier alinéa de l'article 720-2, les références aux articles 310 et 312, 334-1 et 335, 341 à 344, 381 et 382 du code pénal sont respectivement remplacées par les références aux articles 310 à 312, 334-1 à 335, 341 (1°, 2° et 3°) et 342 à 344, 382, troisième alinéa, et 384 du code pénal.

II. — Le dernier alinéa de l'article 722 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« Lorsque le condamné doit subir une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la durée totale est supérieure à trois ans, le procureur de la République peut former un recours contre les décisions rendues par le juge de l'application des peines en application du présent article dans les vingt-quatre heures de la notification qui lui en est faite. Le recours suspend l'exécution de la décision attaquée. Le tribunal correctionnel du lieu de détention statue en chambre du conseil dans les dix jours du recours. »

III. — L'article 723-4 du code de procédure pénale est abrogé.

IV. — Le début de l'article 720-4 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

« Lorsque le condamné présente des gages sérieux de réadaptation sociale... » (le reste sans changement).

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux infractions.

Art. 4 A.

I. — L'article 266 du code pénal est abrogé.

Propositions de la Commission

Art. 3.

**Reprise du texte adopté par le Sénat
en première lecture.**

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux infractions.

Art. 4 A.

Supprimé.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

Propositions de la Commission

II. — Les articles 267 et 268 du code pénal sont ainsi modifiés :

« *Art. 267.* — Sera puni comme complice des infractions définies par l'article 265 celui qui aura volontairement procuré, sachant qu'ils devaient servir à l'action, des moyens destinés à commettre le ou les crimes pour lesquels l'association a été formée ou l'entente établie.

« *Art. 268.* — Sera exempt des peines prévues par les articles 265 et 267 celui qui... » (le reste sans changement).

Art. 4.

I. — *Suppression conforme*

II. — *Conforme*

Art. 4 bis.

Supprimé

Art. 4 bis

Le cinquième alinéa (4°) de l'article 341 du code pénal est abrogé.

Art. 5.

Conforme

Art. 4 bis.

Sans modification.

Art. 6.

L'article 384 du Code pénal est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 384.* — Le vol aggravé par le port d'une arme apparente ou cachée ou par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail personnel d'une durée supérieure à huit jours ou commis en bande organisée sera puni de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans.

« Le vol aggravé par des violences ayant entraîné une infirmité permanente ou la mort sans intention de la donner sera puni de la réclusion criminelle à perpétuité. »

Art. 6.

Dans le premier alinéa de l'article 384 du code pénal, après les mots : « ayant entraîné » sont insérés les mots : « la mort, une infirmité permanente ou ».

Art. 6 bis, 7, 8 et 8 bis A.

Conformes

Art. 6.

Reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Art. 8 bis.

Supprimé.

TITRE II

**DISPOSITIONS
DE PROCÉDURE PÉNALE**

Art. 9 A (nouveau).

I. — L'article 63-1 du code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 63-1.* — Si les nécessités de l'enquête l'exigent de façon impérieuse, les délais prévus à l'article précédent peuvent faire l'objet d'une nouvelle prolongation de vingt-quatre heures, renouvelable une seule fois dans les mêmes conditions pour une durée supplémentaire de vingt-quatre heures, en cas de crime, de vol aggravé ou de destruction ou détérioration prévu respectivement par les articles 382 et 435 du code pénal, lorsqu'ils sont présumés avoir été commis par deux ou plusieurs personnes.

« Chacune de ces prolongations est autorisée, soit par le procureur de la République, dans les cas visés aux articles 63 et 77, soit par le juge d'instruction, dans le cas prévu à l'article 154, après que la personne retenue lui a été présentée sur les lieux de la garde à vue. »

II. — L'article 64-1 du code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 64-1.* — En cas de prolongation de la garde à vue au-delà de quarante-huit heures, le procureur de la République ou le juge d'instruction désigne un médecin qui examine aussitôt la personne gardée à vue. L'examen médical est de droit toutes les vingt-quatre heures. Après chaque examen, le médecin délivre un certificat médical motivé qui est versé au dossier. »

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

Art. 8 bis.

L'article 18-1 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer est abrogé.

TITRE II

**DISPOSITIONS
DE PROCÉDURE PÉNALE**

Art. 9 A.

Supprimé.

Propositions de la Commission

Art. 8 bis.

Supprimé.

TITRE II

**DISPOSITIONS
DE PROCÉDURE PÉNALE**

Art. 9 A.

**Rétablissement du texte adopté par
le Sénat en première lecture.**

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

III. — Il est inséré après l'article 65 du code de procédure pénale un article 65-1 ainsi rédigé :

« Art. 65-1. — Les formalités prévues aux articles 63 à 65 sont prescrites à peine de nullité de la procédure. »

IV. — L'article 77-1 du code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 77-1. — Les délais prévus à l'article précédent peuvent être prolongés dans les cas, suivant les modalités et pour les durées prévus à l'article 63-1 par le procureur de la République.

« Les dispositions de l'article 64-1 ainsi que celles de l'article 65-1 sont applicables. »

Art. 9 B (nouveau).

Dans le second alinéa de l'article 220 du code de procédure pénale, les mots : « demander des rapports sur l'état des affaires » sont abrogés.

Art. 9.

Sont abrogés les articles 61, deuxième à quatrième alinéas, 196-1 à 196-6 du code de procédure pénale.

Art. 10.

Sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la loi du 2 février 1981 les articles 399, alinéa premier, et 511, alinéa premier, du code de procédure pénale.

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

Art. 9 B.

Supprimé.

Art. 9.

Sont abrogés les articles 61, deuxième à quatrième alinéas, 65-1, 64-1, 77-1, 196-1 à 196-6 et 220, deuxième alinéa, du code de procédure pénale.

Art. 10.

Sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la loi du 2 février 1981 les articles 186, alinéa premier, 221, 399, alinéa premier, et 511, alinéa premier, du code de procédure pénale.

Art. 11.

Conforme.

Propositions de la Commission

Art. 9 B.

Rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture.

Art. 9.

Reprise du texte adopté par le Sénat en première lecture.

Art. 10.

Sont rétablis...
... les articles 186, alinéa premier, 399,....
... pénale.

CHAPITRE PREMIER

Les contrôles d'identité.

CHAPITRE PREMIER

Les contrôles d'identité.

Art. 12.

Conforme.

CHAPITRE PREMIER

Les contrôles d'identité.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Art. 13.

Il est créé au titre II du livre premier du code de procédure pénale, un chapitre III intitulé « Des contrôles d'identité » et comportant les articles 78-1 A à 78-6 ainsi rédigés :

« Art. 78-1 A et 78-1. — Conformes...

« Art. 78 2. — Si l'intéressé refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, il peut, en cas de nécessité, être retenu sur place ou dans le local de police où il est conduit aux fins de vérification de son identité. Dans tous les cas, il est présenté immédiatement à un officier de police judiciaire qui le met en mesure de fournir par tout moyen les éléments permettant d'établir son identité et qui procède, s'il y a lieu, aux opérations de vérification nécessaires. Il est immédiatement informé de son droit de faire aviser le procureur de la République de la vérification dont il fait l'objet et de prévenir à tout moment sa famille ou toute personne de son choix. Si des circonstances particulières s'y opposent, l'officier de police judiciaire doit prévenir lui-même la famille ou la personne choisie.

« Lorsqu'il s'agit d'un mineur de dix-huit ans, celui-ci doit être assisté de son représentant légal. A défaut, le procureur de la République doit être obligatoirement informé dès le début de la rétention.

« La personne qui fait l'objet d'une vérification ne peut être retenue que pendant le temps strictement exigé par l'établissement de son identité. La rétention ne peut excéder six heures à compter du contrôle effectué en application de l'article 78-1 et le procureur de la République peut y mettre fin à tout moment.

« Les opérations de vérification d'identité effectuées en application du dernier alinéa de l'article 78-1 ne peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies.

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

Art. 13.

Alinéa sans modification.

« Art. 78-2. — Si l'intéressé...

... Si des circonstances particulières l'exigent, l'officier de police judiciaire prévient lui-même la famille ou la personne choisie.

Alinéa sans modification.

« La personne...

... excéder quatre heures...

... moment.

« Les opérations de vérification d'identité ne peuvent donner lieu à la prise d'empreintes digitales ou de photographies, sauf lorsqu'elles sont effectuées en application soit des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 78-1, soit de celles de l'alinéa 5 du même article. La prise d'empreintes digitales et de

Propositions de la Commission

Art. 13.

Sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

« L'officier de police judiciaire mentionne, dans un procès-verbal, les motifs qui justifient le contrôle ainsi que la vérification d'identité, et les conditions dans lesquelles la personne a été présentée devant lui, informée de ses droits et mise en mesure de les exercer. Il précise le jour et l'heure à partir desquels le contrôle a été effectué, le jour et l'heure de la fin de la rétention et la durée de celle-ci.

« Ce procès-verbal est présenté à la signature de l'intéressé. Si ce dernier refuse de le signer, mention est faite du refus et des motifs de celui-ci.

« Le procès-verbal est transmis au procureur de la République, copie en ayant été remise à l'intéressé dans le cas prévu par l'alinéa suivant.

« Si elle n'est suivie à l'égard de la personne qui a été retenue d'aucune procédure d'enquête ou d'exécution adressée à l'autorité judiciaire, la vérification d'identité ne peut pas donner lieu à une mise en mémoire sur fichiers et le procès-verbal ainsi que toutes les pièces se rapportant à la vérification sont détruits dans un délai de trois ans sous le contrôle du procureur de la République.

« Dans le cas où il y a lieu à procédure d'enquête ou d'exécution adressée à l'autorité judiciaire et assortie du maintien en garde à vue, la personne retenue doit être aussitôt informée de son droit de faire aviser le procureur de la République de la mesure dont elle fait l'objet.

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

photographies doit être également mentionnée et spécialement motivée dans le procès-verbal prévu à l'alinéa ci-dessous.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Si elle...

...délai de six mois sous...

... République.

Alinéa sans modification.

« Les formalités énumérées au présent article sont imposées à peine de nullité.

Propositions de la Commission

« Art. 78-3. — Conforme

« Art. 78-4 et 78-5. — Suppression conforme

« Art. 78-6. — Conforme

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

CHAPITRE II

La comparution immédiate.

Art. 14.

L'article 148-2 du code de procédure pénale est rédigé ainsi qu'il suit :

« *Art. 148-2.* — Toute juridiction appelée à statuer, en application des articles 141-1 et 148-1, sur une demande de mainlevée totale ou partielle du contrôle judiciaire ou sur une demande de mise en liberté se prononce après audition du ministère public, du prévenu ou de son conseil ; le prévenu non détenu et son conseil, s'il en est un, sont convoqués, par lettre recommandée, quarante-huit heures au moins avant la date de l'audience.

« La juridiction saisie, selon qu'elle est du premier ou du second degré, rend sa décision dans les dix jours ou dans les vingt jours de la réception de la demande ; faute de décision à l'expiration de ce délai, il est mis fin au contrôle judiciaire ou à la détention provisoire, le prévenu, s'il n'est pas détenu pour autre cause, étant mis d'office en liberté.

« La décision du tribunal est immédiatement exécutoire nonobstant appel ; lorsque le prévenu est maintenu en détention, la cour se prononce dans les vingt jours de l'appel, faute de quoi le prévenu, s'il n'est pas détenu pour autre cause, est mis d'office en liberté. »

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

CHAPITRE II

La comparution immédiate.

Art. 14.

Alinéa sans modification.

« *Art. 148-2.* — Toute juridiction...

... et son conseil sont convoqués,...

... audience.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Art. 15 et 16.

Propositions de la Commission

CHAPITRE II

La comparution immédiate.

Art. 14.

Alinéa sans modification.

« *Art. 148-2.* — Toute juridiction...

... et son conseil, *s'il en est un*, sont convoqués,...

... audience.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

..... **Conformes**

Art. 17.

Les articles 393 à 397-7 du code de procédure pénale sont remplacés par les articles 393 à 397-6 rédigés ainsi qu'il suit :

« *Art. 393.* — En matière correctionnelle, après avoir constaté l'identité de la personne qui lui est déférée, lui avoir fait connaître les faits qui lui sont

Art. 17.

Alinéa sans modification.

« *Art. 393.* — En matière...

Art. 17.

Alinéa sans modification.

« *Art. 393.* — En matière...

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

reproches et avoir recueilli ses déclarations, le procureur de la République peut, s'il estime qu'une information n'est pas nécessaire, procéder comme il est dit aux articles 394 à 396.

« Le procureur de la République informe alors la personne déferée devant lui qu'elle a le droit à l'assistance d'un conseil de son choix ou commis d'office. L'avocat choisi ou, dans le cas d'une demande de commission d'office, le bâtonnier de l'ordre des avocats, en est avisé sans délai.

« L'avocat peut consulter sur-le-champ le dossier et communiquer librement avec le prévenu.

« Mention de ces formalités est faite au procès-verbal à peine de nullité de la procédure.

« *Art. 394.* — Le procureur de la République peut inviter la personne déferée à comparaître devant le tribunal dans un délai qui ne peut être inférieur à dix jours, sauf renonciation expresse de l'intéressé en présence de son avocat, s'il en est un, ni supérieur à deux mois. Il lui notifie les faits retenus à son encontre ainsi que le lieu, la date et l'heure de l'audience. Cette notification, mentionnée au procès-verbal dont copie est remise sur-le-champ au prévenu, vaut citation à personne.

« L'avocat choisi ou le bâtonnier est informé, par tout moyen et sans délai, de la date et de l'heure de l'audience : mention de cet avis est portée au procès-verbal. Le conseil peut, à tout moment, consulter le dossier.

« Si le procureur de la République estime nécessaire de soumettre le prévenu jusqu'à sa comparution devant le tribunal à une ou plusieurs obligations du contrôle judiciaire, il le traduit sur-le-champ devant le président du tribunal ou le juge délégué par lui, statuant en chambre du conseil avec l'assistance d'un greffier. Ce magistrat peut, après **audition du prévenu, son conseil, s'il en est un, ayant été avisé et entendu** en ses observations, s'il le demande, prononcer cette mesure dans les conditions et suivant les modalités prévues par les articles 138, 139, premier et deuxième alinéas, et 141, alinéa premier. Cette

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

...ses déclarations *si elle en fait la demande*, le procureur...

... 396.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« *Art. 394.* — Le procureur...

...en présence de son avocat, ni supérieur à deux mois...

... personne.

Alinéa sans modification.

« Si le procureur...

...son conseil ayant été avisé...

Propositions de la Commission

... ses déclarations, le procureur...

... 396.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« *Art. 394.* — Le procureur...

... en présence de son avocat, *s'il en est un*, ni supérieur à deux mois...

... personne.

Alinéa sans modification.

« Si le procureur...

... son conseil, *s'il en est un*, ayant été avisé...

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

décision est notifiée verbalement au prévenu et mentionnée au procès-verbal dont copie lui est remise sur-le-champ.

« Art. 395. — Si la peine prévue par la loi n'excède pas cinq ans d'emprisonnement et si les charges déjà réunies lui paraissent suffisantes, le procureur de la République peut traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal.

« Le prévenu est retenu jusqu'à sa comparution qui doit avoir lieu le jour même ; il est conduit sous escorte devant le tribunal.

« Art. 396, 397 et 397-1. — Conformes.....

« Art. 397-2. — A la demande des parties ou d'office, le tribunal peut commettre par jugement l'un de ses membres ou l'un des juges d'instruction de la juridiction désignée dans les conditions de l'article 83 pour procéder à un supplément d'information ; les dispositions de l'article 463 sont applicables.

« Le tribunal peut également dans les mêmes conditions et s'il estime que la complexité de l'affaire exige des investigations supplémentaires, transmettre le dossier au procureur de la République, afin de mieux se pourvoir pour l'instruction de l'affaire.

« Art. 397-3. — Dans tous les cas prévus par le présent paragraphe, le tribunal peut, conformément aux dispositions de l'article 141-1, placer ou maintenir le prévenu sous contrôle judiciaire.

« Dans les cas prévus par les articles 395 et suivants, le tribunal peut également placer ou maintenir le prévenu en détention provisoire par décision spécialement motivée. La décision prescrivant la détention est rendue suivant les modalités prévues par les articles 135, 145, premier, quatrième et cinquième alinéas, et 464-1 et est motivée par référence aux dispositions des 1^o et 2^o de l'article 144.

« Lorsque le prévenu est en détention provisoire, le jugement au fond doit

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

... sur-le-champ.

« Art. 395. — En cas de délit flagrant, si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi est au moins égal à un an sans excéder cinq ans, le procureur de la République, s'il estime que les éléments de l'espèce justifient une comparution immédiate, peut traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal.

Alinéa sans modification.

« Art. 397-2. — Alinéa sans modification.

Alinéa supprimé.

« Art. 397-3. — Alinéa sans modification.

« Dans les cas...

... article 144. Elle est exécutoire par provision.

Alinéa sans modification.

Propositions de la Commission

... sur-le-champ.

« Art. 395. — Si la peine prévue par la loi n'excède pas cinq ans d'emprisonnement et si les charges déjà réunies lui paraissent suffisantes, le procureur de la République peut traduire le prévenu sur-le-champ devant le tribunal.

Alinéa sans modification.

« Art. 397-2. — A la demande...

...juridiction désigné dans les conditions...

...applicables.

« Le tribunal peut également dans les mêmes conditions et s'il estime que la complexité de l'affaire exige des investigations supplémentaires, transmettre le dossier au procureur de la République, afin de mieux se pourvoir pour l'instruction de l'affaire.

« Art. 397-3. — Dans tous les cas...

...judiciaire. Cette décision est exécutoire par provision.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

être rendu dans les deux mois qui suivent le jour de sa première comparution devant le tribunal. Faute de décision au fond à l'expiration de ce délai, il est mis fin à la détention provisoire. Le prévenu, s'il n'est pas détenu pour autre cause, est mis d'office en liberté.

« *Art. 397-4.* — Dans le cas où le prévenu est condamné à un emprisonnement sans sursis, le tribunal saisi en application des articles 395 et suivants peut, quelle que soit la durée de la peine, ordonner, d'après les éléments de l'espèce, le placement ou le maintien en détention par décision spécialement motivée. Cette disposition n'est pas applicable au prévenu qui, mis en liberté par le tribunal, lorsqu'il lui a été déféré, se présente à l'audience de jugement. Les dispositions des articles 148-2 et 471, deuxième alinéa, sont applicables.

« La Cour statue dans les quatre mois de l'appel du jugement rendu sur le fond interjeté par le prévenu détenu, faute de quoi celui-ci, s'il n'est pas détenu pour une autre cause, est mis d'office en liberté.

« Si la juridiction estime devoir décerner un mandat d'arrêt, les dispositions de l'article 465 sont applicables, quelle que soit la durée de la peine prononcée.

« *Art. 397-5 et 397-6.* — Conformes

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

« *Art. 397-4.* — Dans le cas...

... spécialement motivée. Les dispositions des articles 148-2 et 471, deuxième alinéa sont applicables.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Art. 18.

Conforme

CHAPITRE III

Dispositions diverses.

Art. 19 A, 19 B, 19 C et 19 D.

Conformes

Propositions de la Commission

« *Art. 397-4.* — Dans le cas...

... motivée. *Cette disposition n'est pas applicable au prévenu qui, mis en liberté par le tribunal, lorsqu'il lui a été déféré, se présente à l'audience de jugement.* Les dispositions...

... applicables.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture**

Art. 19.

Supprimé.

**Texte adopté par l'Assemblée
Nationale en deuxième lecture**

Art. 19.

Il est ajouté à l'article 282 du code de procédure pénale un deuxième alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« Cette liste doit contenir des indications suffisantes pour permettre l'identification des jurés, à l'exception de celles concernant leur domicile ou résidence. Toutefois, ces dernières indications doivent être communiquées au conseil de chacun des accusés avant le tirage au sort, si celui-ci en fait la demande. »

Art. 20, 21, 21 bis, 22, 22 bis et 22 ter.

Propositions de la Commission

Art. 19.

Sans modification.

..... Conformes

Art. 22 quater (nouveau).

Le deuxième alinéa des articles 567-2 et 574-1 du code de procédure pénale est abrogé.

Art. 22 quater.

La première phrase du deuxième alinéa de l'article 567-2 du code de procédure pénale et la première phrase du deuxième alinéa de l'article 574-1 du même code sont complétées par les mots : « sauf décision du président de la chambre criminelle prorogeant, à titre exceptionnel, le délai pour une durée de huit jours. »

Art. 22 quinquies, 23, 23 bis, 24 et 25.

Art. 22 quater.

Sans modification.

..... Conformes

IV. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION

Article premier.

Amendement : A la fin du premier alinéa du paragraphe I de cet article, remplacer les références :

et 463-1 à

par les références :

463-2 et

Amendement : Rétablir le paragraphe III de cet article dans la rédaction suivante :

III. — L'article 463-1 du Code pénal est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 463-1. — Les peines encourues sont portées au double en cas de crime ou délit de droit commun commis par un condamné admis au régime de la semi-liberté ou bénéficiaire de la libération conditionnelle ou d'une permission de sortir.

« Toutefois, il n'est pas fait application des dispositions de l'alinéa ci-dessus, pour la détermination de la peine encourue, lorsque les dispositions relatives à la récidive sont également applicables.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux mineurs et il n'est pas tenu compte, pour leur application, des condamnations prononcées pour des faits commis pendant la minorité. »

Art. 2 A

(Art. 43-3-1 du Code pénal)

Amendement : A la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 43-3-1 du Code pénal, remplacer le membre de phrase :

; il lui en indique la nature et reçoit sa réponse.

par les mots :

et reçoit sa réponse.

Art. 2 B
(Art. 43-8 du Code pénal)

Amendement : Dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 43-8 du Code pénal :

I. — Supprimer le mot :

exclusive

II. — En conséquence, compléter le même alinéa de cet article par une seconde phrase ainsi rédigée :

Ni l'emprisonnement, ni l'amende en la forme ordinaire ne peuvent alors être prononcés.

Art. 2
(Art. 747-1 du Code de procédure pénale)

Amendement : A la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 747-1 du Code de procédure pénale, remplacer le membre de phrase :

; il lui en indique la nature et reçoit sa réponse.

par les mots :

et reçoit sa réponse.

Art. 3

Amendement : Rédiger cet article comme suit :

Sont rétablis dans leur rédaction antérieure à la loi n° 81-82 du 2 février 1981 renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes les articles 720-2, 722 et 723-4 du Code de procédure pénale sous les réserves ci-après :

Au premier alinéa de l'article 720-2 et au second alinéa de l'article 723-4, les références aux articles 310 et 312, 334-1 et 335, 341 à 344, 381 et 382 du Code pénal sont respectivement remplacées par les références aux articles 310 à 312, 334-1 à 335, 341 (1°, 2° et 3°) et 342 à 344, 382, troisième à septième alinéas, et 384 du Code pénal.

Art. 4 A

Amendement : Supprimer cet article.

Art. 6

Amendement : Rédiger comme suit cet article :

L'article 384 du Code pénal est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 384. — Le vol aggravé par le port d'une arme apparente ou cachée ou par des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail personnel d'une durée supérieure à huit jours ou commis en bande organisée sera puni de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans.

« Le vol aggravé par des violences ayant entraîné une infirmité permanente ou la mort sans intention de la donner sera puni de la réclusion criminelle à perpétuité. »

Art. 8 bis

Amendement : Supprimer cet article.

Art. 9 A

Amendement : Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

I. — L'article 63-1 du Code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 63-1. — Si les nécessités de l'enquête l'exigent de façon impérieuse, les délais prévus à l'article précédent peuvent faire l'objet d'une nouvelle prolongation de vingt-quatre heures, renouvelable une seule fois dans les mêmes conditions pour une durée supplémentaire de vingt-quatre heures, en cas de crime, de vol aggravé ou de destruction ou détérioration prévu respectivement par les articles 382 et 435 du Code pénal, lorsqu'ils sont présumés avoir été commis par deux ou plusieurs personnes.

« Chacune de ces prolongations est autorisée, soit par le procureur de la République, dans les cas visés aux articles 63 et 77, soit par le juge d'instruction, dans le cas prévu à l'article 154, après que la personne retenue lui a été présentée sur les lieux de la garde à vue. »

II. — L'article 64-1 du Code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 64-1. — En cas de prolongation de la garde à vue au-delà de quarante-huit heures, le procureur de la République ou le juge d'instruction désigne un médecin qui examine aussitôt la personne gardée à vue. L'examen médical est de droit toutes les vingt-quatre heures. Après chaque examen, le médecin délivre un certificat médical motivé qui est versé au dossier. »

III. — Il est inséré après l'article 65 du Code de procédure pénale un article 65-1 ainsi rédigé :

« Art. 65-1. — Les formalités prévues aux articles 63 à 65 sont prescrites à peine de nullité de la procédure. »

IV. — L'article 77-1 du Code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 77-1. — Les délais prévus à l'article précédent peuvent être prolongés dans les cas, suivant les modalités et pour les durées prévus à l'article 63-1 par le procureur de la République.

« Les dispositions de l'article 64-1 ainsi que celles de l'article 65-1 sont applicables. »

Art. 9 B

Amendement : Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

Dans le second alinéa de l'article 220 du Code de procédure pénale, les mots : « demander des rapports sur l'état des affaires » sont abrogés.

Art. 9

Amendement : Dans cet article, substituer à la référence aux articles :

63-1, 64-1, 77-1, 196-1 à 196-6 et 220, deuxième alinéa,

la référence aux articles :

196-1 à 196-6

Art. 10

Amendement : Supprimer dans l'énumération des articles du Code de procédure pénale la référence à l'article :

221,

Art. 14

Amendement : Dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 148-2 du Code de procédure pénale, après les mots :

et son conseil

insérer les mots :

, s'il en est un,

Art. 17

(Art. 393 du Code de procédure pénale)

Amendement : Dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 393 du Code de procédure pénale, après les mots :

recueilli ses déclarations

supprimer les mots :

si elle en fait la demande

(Art. 394 du Code de procédure pénale)

Amendement : Dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 394 du Code de procédure pénale, après les mots :

en présence de son avocat,

insérer les mots :

s'il en est un,

Amendement : Dans la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 394 du Code de procédure pénale, après les mots :

son conseil

insérer les mots :

, s'il en est un,

(Art. 395 du Code de procédure pénale)

Amendement : Rédiger comme suit le premier alinéa du texte proposé pour l'article 395 du Code de procédure pénale :

« Si la peine prévue par la loi n'excède pas cinq ans d'emprisonnement et si les charges déjà réunies lui paraissent suffisantes, le procureur de la République peut traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal.

(Art. 397-2 du Code de procédure pénale)

Amendement : Dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 397-2 du Code de procédure pénale, remplacer le mot :

désignée

par le mot :

désigné

Amendement : Compléter le texte proposé pour l'article 397-2 du Code de procédure pénale par un second alinéa ainsi rédigé :

« Le tribunal peut également dans les mêmes conditions et s'il estime que la complexité de l'affaire exige des investigations supplémentaires, transmettre le dossier au Procureur de la République, afin de mieux se pourvoir pour l'instruction de l'affaire. »

(Art. 397-3 du Code de procédure pénale)

Amendement : Compléter in fine le premier alinéa du texte proposé pour l'article 397-3 du Code de procédure pénale par la phrase suivante :

Cette décision est exécutoire par provision.

(Art. 397-4 du Code de procédure pénale)

Amendement : Après la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 397-4 du Code de procédure pénale, insérer la phrase suivante :

Cette disposition n'est pas applicable au prévenu qui, mis en liberté par le tribunal, lorsqu'il lui a été déféré, se présente à l'audience de jugement.

Intitulé du projet de loi

Amendement : Rédiger comme suit l'intitulé du projet de loi :

Projet de loi modifiant ou complétant certaines dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale.